



FETE  
Enseñanza



## 1<sup>ER</sup> FÉVRIER : LES RAISONS DE LA COLÈRE

### Pour une revalorisation salariale

Les métiers de l'éducation traversent une crise profonde et souffrent chaque année de moins de reconnaissance.

Cette reconnaissance passe par les salaires. L'inflation ne cesse de se répercuter sur tous les prix : nourriture, transport, santé, gaz, eau, électricité... Et à mesure que tout flambe, nous subissons l'érosion vertigineuse de notre pouvoir d'achat.

Concernant l'ensemble des personnels de droit local, nous demandons donc une revalorisation des salaires qui tienne compte de la moyenne annuelle de l'IPC (Índice de Precios al Consumo) qui, pour l'année 2023, a été de 3,5 %.

Concernant les personnels détachés - payés par l'État -, nous ne pouvons pas accepter que, pour la deuxième fois consécutive, des augmentations salariales soient mises en place via une prime ("prime d'attractivité") que l'Agence refuse toujours d'appliquer au sein de l'AEFE. Les augmentations sont rares, insuffisantes, et les personnels détachés ne les touchent même pas !

### Pour une meilleure considération des personnels

Le taux de démission des enseignant-es en France ne cesse de progresser, à mesure que le nombre d'inscrit-es au concours, lui, diminue. Au LFB, le mal-être est palpable, quelles que soient les catégories professionnelles. Les collègues voient leur métier se vider de leur sens, ressentent du stress, et une charge de travail toujours plus importante, pour bien trop peu de considération. Iels s'affrontent par ailleurs quotidiennement à des problèmes d'organisation et de communication au sein du LFB. Pour que les élèves soient épanoui-es, il faut que les personnels se sentent écoutés, entendus, considérés et respectés, tant par le ministère que par la direction du LFB.

### Pour un vrai dialogue social

C'est dans ce contexte que la direction du LFB souhaite imposer aux futurs nouveaux contrats des personnels non enseignants un taux horaire annualisé en se basant sur le maximum exigé de la "Privada Catalana". Pour certaines catégories de personnels, cela représenterait plus d'une centaine d'heures supplémentaires pour le même salaire. Nous ne pouvons accepter une telle différence entre les personnels d'un même service, alors que les modalités d'une éventuelle annualisation des anciens contrats n'a toujours pas fait l'objet d'un accord.

Les droits acquis de disposer de 30 minutes incluses dans le temps de travail pour manger et le bénéfice à disposer des ponts fériés de notre calendrier scolaire à partir de septembre 2024 sont aussi remis en question.

Ces personnels ont prouvé durant toutes ces dernières années leur investissement, leur motivation, leur attachement au LFB et ne comprennent pas ces propositions/décisions. Là encore, le mal-être se généralise et l'ensemble des personnels concernés estime ne pas mériter ce manque de considération.

## Contre des réformes toxiques

Par ailleurs, les dernières annonces de réformes sont sidérantes. Après s'en être pris au lycée, le gouvernement nous annonce le déploiement des mêmes mesures au collège. Devant un tel gâchis, nous espérons pourtant un aveu d'échec et un changement de cap.

Or les annonces sont toutes plus réactionnaires les unes que les autres, et surtout, elles se situent à mille lieues des enjeux réels auxquels les enseignant-es et les élèves sont confronté-es aujourd'hui.

Citons-en une : la mise en place de groupes de niveaux en mathématiques et en français (soit une énorme partie de la semaine des élèves), et ce dès la rentrée prochaine en 6<sup>e</sup> et en 5<sup>e</sup>, puis en 4<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> à la rentrée 2025.

De la même manière que nous vous avons prédit tous les problèmes inhérents à la réforme du lycée, nous pouvons le dire dès à présent : cette mesure sera un désastre !

Imaginons-nous une seule seconde des élèves motivé-es quand on aura déterminé dès leur entrée en 6e que leur place est dans le groupe des élèves en difficulté ? La difficulté fait partie de l'apprentissage, elle doit être un levier. Au contraire, la non-mixité des groupes nous assure de transformer ces difficultés en échecs.

Et comment les élèves pourront-ils·elles espérer passer d'un groupe à l'autre, quand les apprentissages seront à ce point différenciés, et que l'écart entre les un·es et les autres ne cessera de se creuser ? Les groupes de niveau sont un déterminisme, dès la 6e, et la création de cases au sein desquelles les élèves se verront enfermé-es. Et *quid* des élèves à besoins dits particuliers dans ce contexte ?

La mise en place concrète de ces annonces au sein des établissements risque d'entraîner également de nouvelles détériorations de nos conditions de travail et de celles des élèves : les emplois du temps s'annoncent un véritable casse-tête, avec la nécessité d'aligner les horaires de classe (les groupes étant constitués d'élèves de classes différentes).

Au premier degré, la situation n'est guère plus reluisante. Sous couvert des derniers résultats PISA et sans prendre le temps de les analyser ou encore de les mettre en contexte, M. Attal les avançait pour imposer la méthode Singapour à tous les niveaux en mathématiques (sans allouer les moyens de formation nécessaires à son application). Et pour aller plus loin dans l'attaque de la liberté pédagogique, celle-là même qui nous permet de nous adapter au mieux à nos contextes locaux et de faire vivre nos projets d'équipe, on nous annonce des manuels scolaires uniques d'État, afin de contrôler et unifier plus encore leur contenu alors qu'un bon nombre de garanties existaient déjà. Quoi de mieux pour vider de son sens notre profession ?

En outre, l'école inclusive mériterait davantage d'investissement et de formation devant le nombre croissant de nos élèves à besoins "particuliers" pour favoriser leurs apprentissages. Mais de ce côté, aucune annonce. Et que dire du statut des AESH, indispensables au quotidien, qui ne voient toujours pas leurs conditions de travail revalorisées ?

De manière globale, ce à quoi nous assistons est le sabordage de l'école publique. Nous ne pouvons pas assister passivement au naufrage.

**C'est pourquoi, ce jeudi 1<sup>er</sup> février, les syndicats de la FSU et le Comité d'Entreprise appellent l'ensemble des personnels du LFB, quel que soit leur statut ou leur catégorie professionnelle, à faire grève.**

**Et c'est pourquoi nous appelons l'ensemble des familles à se mobiliser avec nous et à peser sur l'évolution en cours qui n'est inéluctable que si nous laissons faire.**